

Des mots importants

À propos de l'islamophobie

jeudi 30 novembre 2006, par [GRESH Alain](#) (Date de rédaction antérieure : 1er mars 2004).

L'utilisation du mot « islamophobie » a suscité un débat légitime, qui mérite approfondissement. Le terme est-il le mieux à même de rendre compte de certains phénomènes que nous connaissons en France, et plus largement dans le monde occidental ?

Une remarque sémantique préalable. « Phobie » vient du mot grec « phobos » qui signifie fuite (due à la panique), d'où un effroi, une peur intense et irraisonnée. C'est ce caractère « irraisonné » que met en avant le terme « islamophobie », et non une critique rationnelle.

Premier argument contre son emploi : il reviendrait à interdire toute critique de l'islam comme religion. Pourtant, quand la presse ou des intellectuels dénoncent la « judéophobie », personne ne pense qu'il s'agit ainsi d'un refus de la critique de la religion juive ; en revanche, pour certains, il définit mieux que l'antisémitisme certaines formes nouvelles de haine des juifs. S'il est vrai que certaines musulmans peuvent brandir l'islamophobie pour bannir toute critique de l'islam, cela ne doit pas nous décourager : la judéophobie ou l'antisémitisme est aussi utilisé par certains pour interdire toute critique de la politique israélienne. Faut-il bannir l'usage de ces mots pour autant ?

Chacun a le droit, en France, de critiquer les religions. Le blasphème est même autorisé. Durant ces derniers mois, on a vu fleurir les références à Voltaire et il est vrai qu'il fait partie de l'héritage culturel française. Mais quand il s'attaquait à l'Eglise catholique, il prenait des risques sérieux en s'en prenant à une puissance temporelle et spirituelle omniprésente ; dénoncer l'islam dans notre société ne comporte pas de danger, si ce n'est de s'acquérir une notoriété facile. Nombre de ceux qui se réfèrent à Voltaire ne semblent en avoir gardé qu'un souvenir assez vague. S'il a publié une pièce, assez mauvaise - le théâtre ne fut pas son point fort -, dénonçant Mahomet, il a aussi écrit , en 1770 :

« Dans cette prodigieuse étendue de pays [terres gouvernées par le Koran] il n'y a pas un seul mahométan qui ait le bonheur de lire nos livres sacrés et très peu de littérateurs parmi nous connaissent le Koran. Nous nous en faisons presque toujours une idée ridicule, malgré les recherches de nos véritables savants. L'Alcoran passe encore aujourd'hui pour le livre le plus élégant et le plus sublime qui ait encore été écrit dans cette langue. Nous avons imputé à l'Alcoran une infinité de sottises qui n'y furent jamais . »

Entre l'appréciation de Voltaire et celle de Houellebecq (« *La religion la plus con, c'est quand même l'islam. Quand on lit le Coran, on est effondré, effondré ! La Bible, au moins, c'est très beau parce que les juifs ont un sacré talent littéraire* »), il y a l'abîme qui sépare la volonté de savoir de l'ignorance érigée en argument.

D'autres publicistes s'indignent : on aurait le droit de critiquer le pape Jean-Paul II et l'islam serait au-dessus de tout jugement ! Mais cela est-il vrai ? Bien sûr, on peut trouver des caricatures insultantes du pape, mais l'image globale qui se dégage du personnage est-elle vraiment négative ?

On a célébré récemment le vingt-cinquième anniversaire du pontificat de Jean-Paul II et les éloges ont très largement dominé ; pourtant, au même moment, un documentaire de la BBC révélait que des envoyés spéciaux du Vatican envoyé en Afrique expliquaient aux populations que le préservatif ne protégeait pas contre le sida ! Imaginons un instant l'inverse : un haut dignitaire musulman ayant envoyé des missionnaires pour tenir le même discours ; peut-on imaginer un instant que les médias français donneraient de ce personnage, indépendamment de ce prêche, une image positive ?

Quoiqu'il en soit, je le répète, le droit de critiquer les religions est imprescriptible. Et chaque pamphlet hostile à l'islam n'est pas forcément « islamophobe ». Alors, pour éviter toute ambiguïté, ne vaudrait-il pas mieux préférer au terme « islamophobie » celui de « racisme » (anti-arabe, ou anti-maghrébin) ?

Il faut revenir un moment sur les origines du mot islamophobie. Une recherche sur la base du *Monde* indique que ce quotidien a utilisé deux fois le terme entre le 1^{er} janvier 1987 et le 10 septembre 2001, l'une en 1994, l'autre en février 2001. Soheib Bencheikh, souvent présenté comme le porte-parole d'un islam libéral, l'utilise comme titre de chapitre dans *Marianne et le Prophète* ; il écrit que l'islam suscite en France « *un sentiment de rejet quasi unanime, implicite dans les discours, et assez catégorique dans l'imaginaire collectif des Français.* » Si on consulte la base du *Monde diplomatique* avant 11 septembre 2001, le terme est utilisé deux fois : l'une dans un reportage sur Marseille (juillet 1997), qui reprend des citations de Soheib Bencheikh et l'autre par Tariq Ramadan (avril 1998), qui cite l'étude commandée en Grande-Bretagne par le Runnymede Trust en 1997, dirigée par le professeur Gordon Conway, *Islamophobia : Fact Not Fiction*, octobre 1997. Quant à l'affirmation de Caroline Fourest et Fiammetta Venner, dans *Tirs Croisés*, selon lesquels le mot aurait été inventé par les mollahs pour contrer les critiques du régime iranien, elle ne repose sur aucune source précise ; et leur livre est tellement approximatif dans ses références et citations, qu'on ne saurait prendre leur affirmation pour argent comptant - d'ailleurs on trouve le terme déjà utilisé dans un texte de 1925, leurs auteurs parlant d'un « *accès de délire islamophobe* ».

Quoiqu'il en soit, le terme « islamophobie », utilisé très ponctuellement jusqu'au 11 septembre 2001, est devenu d'usage courant, non seulement en France mais aussi aux Etats-Unis et dans tous les pays européens. Il semble donc répondre à une conjoncture nouvelle.

Il nous faut distinguer deux niveaux : celui du monde et celui de la France. Le premier nous amène à nous pencher sur la politique américaine, telle qu'elle se déploie après le 11 septembre 2001. Jusque-là, elle était marquée par une attitude ambiguë : une politique anti-Arabe et pro-israélienne ; une alliance avec un certain nombre de groupes islamistes et l'Arabie saoudite dans la lutte contre l'URSS et le communisme, alors même que la révolution iranienne crée une certaine inquiétude. Le thème de la « menace islamique » est limité à certains cercles intellectuels, proche des thèses du gouvernement israélien.

Après le 11 septembre, cette vision devient celle de l'administration Bush : l'Occident est confronté à un nouvel ennemi, aussi dangereux que l'étaient en leur temps le nazisme et le communisme. Fleurissent alors des ouvrages sur la III^e guerre mondiale, au moment même où l'administration Bush met en œuvre une stratégie militaire et politique d'intervention et d'hégémonie. Sans développer une argumentation détaillée, faisons deux remarques sur cette comparaison :

- La « menace soviétique » fut largement gonflée dans les années 1980 par l'administration Reagan et par quelques intellectuels ; l'émission « La guerre en face », avec Yves Montand, selon un scénario de Jean-Claude Guillebaud et Laurent Joffrin, pouvait faire croire, sans rire, à une invasion de l'ouest du continent, sur FR3 le 18 avril 1985 - non, ce n'était pas le 1^{er} avril ; combien d'intellectuels français ont soutenu les moudjahidin afghans, sans aucun esprit critique (notamment sur la question de leur vision de l'islam), au nom de la lutte contre la « menace soviétique » ?

- la « menace islamique » n'est jamais vraiment définie. Bien sûr, il existe des groupes terroristes qu'il faut combattre, qui mènent une croisade au nom de leur interprétation de l'islam. Mais ces groupes sont minoritaires et, contrairement au communisme par exemple, sont bien incapables d'attirer de leur côté une partie significative des opinions occidentales ; d'autre part, ces mouvements ne s'appuient sur aucune puissance étatique significative, comme le nazisme (avec l'Allemagne hitlérienne) ou le communisme (avec l'URSS et aussi la Chine).

Cette vision d'un « danger mondial » - qui met dans le même sac la lutte en Tchétchénie, celle en Palestine et Al-Qaida - s'accompagne, en France de certaines particularités dues, à la fois à l'histoire coloniale et à la présence de nombreux immigrés venant notamment d'Afrique du Nord. La vision de l'islam a toujours été négative durant la période coloniale et les propos ouvertement racistes sont monnaie courante. La résistance des Algériens à la pénétration coloniale - et notamment le refus de se convertir (comme en Cochinchine ou en Afrique noire) - sont interprétées comme une preuve de fanatisme. En Algérie, on divise la population entre les Français de souche et les Français musulmans, ces derniers étant des nationaux mais pas des citoyens. L'accession de l'Algérie à l'indépendance et la fin de l'empire colonial provoque quelques changements. Les immigrés, désignés d'abord comme Nord-Africains puis comme Arabes, vivent un racisme quotidien et les attaques de l'extrême droite. La place accordée à l'islam dans ces campagnes tend à diminuer, même si quelques livres tentent de redorer ce thème : *Le Radeau de la méduse*, de Jean-Pierre Péroncel-Hugoz (1982) et *De l'islam en général et du monde moderne en particulier* de Jean-Claude Barreau (1991).

La montée du Front national et la concurrence entre la droite et lui dans les années 1980 va durcir à nouveau certains discours, comme celui de Jacques Chirac parlant des « odeurs ». En même temps, le racisme s'abrite de plus en plus derrière les « différences » culturelles ou religieuses, qui mettraient en danger l'identité de la France. Dès la fin des années 1980, notamment avec la première affaire du foulard, émerge l'argument selon lequel l'obstacle à l'intégration serait religieux et culturel - c'est l'islam, dans son essence même hostile à la laïcité et à la démocratie, qui créerait un obstacle à l'assimilation des immigrés.

C'est ce qu'explique, par exemple, Claude Imbert, directeur du *Point*, selon lequel on a atteint « *les limites de la tolérance* » :

« *Les Français n'ont jamais craint l'immigration [assertion que dément toute l'histoire du XX^e siècle], parce qu'ils ont toujours réussi à l'intégrer. Mais, avec plus de trois millions de musulmans, ils voient désormais que la magie du creuset national n'opèrera pas comme jadis avec Polonais, Italiens, Espagnols et autres Portugais. La difficulté nouvelle n'est nullement raciale : elle est culturelle, religieuse et tient à l'islam.* »

Et de nous éclairer par « *quelques vérités* » : l'islam a une « *propension à mêler le spirituel et le temporel* » ; il « *a développé dans certaines de ses traditions un fanatisme abominable* ». Rien sur le chômage ou le racisme qui frappe les jeunes d'origine maghrébine, mais quelques variations essentialistes sur l'islam, qui deviendront l'un des thèmes favoris du directeur du *Point* au cours des années qui suivent : l'islam est incompatible avec « nos » libertés, avec « nos » sociétés, avec la démocratie. On comprend qu'il se revendique d'abord « *un peu islamophobe* », puis islamophobe tout court .

On voit s'affirmer une vision essentialiste de l'islam politique : celui-ci serait monolithique et se résumerait à l'application de la *charia*, aucune différence n'est faite entre les divers courants, qualifiés tous d'intégristes pour le discréditer, mais sans qu'on puisse savoir exactement ce que ce terme recouvre. Ainsi on met dans le même sac, le Hamas et Al-Qaida, les Frères musulmans égyptiens et le Jihad, l'insurrection tchéchène et le parti de l'Islah au Yémen. En France, on confond

allègrement l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) - elle-même divisée en multiples courants et tendances -, le Collectif des musulmans de France, les groupes salafites. Alors que nous reconnaissons que, au nom du christianisme, se sont construits des courants aussi divers que la théologie de la libération et l'Opus Dei, nous sommes aveugles devant les clivages dans les organisations islamiques : du Coran, on « déduirait » une seule politique, une seule vision du monde. Se renforce dans l'opinion l'idée d'une menace omniprésente à la démocratie (avec un composante internationale) et à la laïcité, renforcée par l'existence d'une « cinquième colonne » massive que sont les musulmans. Personne n'a relevé cette affirmation de Jean-François Revel, dans son livre *L'Obsession anti-américaine*. Il se félicite du fait que George W. Bush et plusieurs dirigeants européens se soient rendus dans des mosquées après le 11 septembre, pour éviter notamment aux Etats-Unis que les Arabo-Américains ne deviennent des cibles de « représailles indignes ». Et il affirme :

« Ce scrupule démocratique honore Américains et Européens, mais ne doit pas les rendre aveugles devant la haine pour l'Occident de la majorité des musulmans vivant parmi nous . »

Vous avez bien lu : « la majorité des musulmans ». Je ne sais si notre philosophe propose de les expulser, mais sa remarque définit bien le discours islamophobe : sous couvert de critique de la religion, on stigmatise toute une communauté, renvoyée à son « identité » musulmane, qui serait « naturelle », « biologique ». Cet amalgame entre religion et communauté est proprement scandaleux et il suscite aujourd'hui un trouble important chez ce que l'on nomme les « musulmans », y compris les athées ou ceux qui n'accordent aucun poids à la religion.

C'est ce nouveau masque du vieux fond de racisme anti-arabe et anti-Maghrébin conjugué avec l'idée d'une « menace » internationale que le terme « islamophobie » recouvre. Dans un texte qui critique son usage, la Licra affirme :

« Il n'est pas sûr, voire peu probable, qu'il y ait un rejet [en France] de l'islam, mais plutôt un rejet des pratiques intégristes (...) L'acceptation des Musulmans et du culte musulman progresse de façon nette ».

Mais on peut en dire autant du judaïsme : tous les sondages le montrent, la judéophobie est en recul dans l'opinion. Faut-il pour autant renoncer à prendre en compte les actes, très réels, d'hostilité aux juifs, même s'ils ne sont que l'expression d'une minorité ? Pour les musulmans, le rejet, même en recul, reste beaucoup plus large. L'article de la Licra lui-même reconnaît que, sur l'islam, selon un sondage de l'Ifop fait au lendemain du 11 septembre 2001, les adjectifs à connotation négative « restent majoritaires », même s'ils sont « souvent moins choisis » qu'il y a dix ans. Et des expressions d'hostilité à l'islam s'expriment plus librement dans les médias, mais aussi dans la rue, par de nombreuses agressions. Il est significatif qu'après tout le débat sur le foulard à l'école, les cas rapportés de musulmans agressés ou discriminés pour raison de leur religion se soient multipliés.

Il est évident qu'il y a un recoupement entre racisme anti-Maghrébin et islamophobie, sans doute renforcé par la visibilité d'une partie de la jeune génération, qui s'affirme « musulmane » sur la scène publique et ne rase plus les murs. Il se développe ainsi un nouveau racisme anti-Arabe, porté par une partie des intellectuels et des médias, qui se camoufle sous le drapeau de la lutte contre l'islam. Sans parler de la jonction entre une partie de la droite extrême et de l'extrême droite juive, qui s'est opérée sur le terrain de la haine des musulmans, comme en témoigne l'itinéraire d'un Alexandre Del Valle ou les sites Internet dénoncés par un rapport du MRAP. Ces « nouveaux habits du racisme » s'inscrivent dans une vision du monde marquée par le « choc des civilisations », par la guerre qui serait engagée entre la civilisation et la barbarie. Ainsi, un ouvrage qui a marqué les esprits en France et reçu un éloge presque unanime, *Les Territoires perdus de la République*,

développe une telle vision dont Emmanuel Brenner, son coordinateur se fait l'expression :

« Evoquer un conflit de valeurs, c'est aujourd'hui prendre le risque de se voir cataloguer partisan des thèses de Samuel Huntington et de son » choc des civilisations« . Refuser de voir et de nommer un péril ne l'a jamais fait reculer. Il l'a seulement exacerbé . »

Cette perspective n'est pas seulement, ni même principalement française - même si elle a, dans notre pays, une dimension propre liée à l'histoire coloniale sur laquelle il faudrait revenir plus longuement (en Algérie aussi, « nous » voulions libérer les femmes en les dévoilant). Elle est partie des Etats-Unis et sert de cadre de pensée à l'administration Bush. Elle permet d'inscrire chaque fait isolé dans une vision apocalyptique : un musulman qui effectue ses cinq prières et porte la barbe est « un intégriste » ; un attentat du Hamas comme le port du foulard par une jeune fille font partie d'une stratégie planétaire. Le terme d'islamophobie a l'avantage de rendre compte aussi d'un phénomène international.

Aucun terme, aussi précis soit-il, ne peut définir une réalité complexe. Mais « islamophobie » me semble le mieux convenir, avec les restrictions que j'ai définies au début de ce texte. Il ne s'agit pas d'un usage « exclusif » - les termes de « racisme », « discrimination », etc. restent, malheureusement aussi d'actualité.

En conclusion, et pour éviter toute ambiguïté, je voudrais reprendre une réflexion de Maxime Rodinson sur la manière dont un groupe donné perçoit l'hostilité de la société. Cette hostilité, dit-il, aussi réelle soit-elle, suscite dans le groupe visé « *une hypersensibilité aux critiques, aux attaques et des fantasmes interprétatifs qui décèlent des agressions, des manifestations d'hostilité, même là où il n'y en a pas, dans des attitudes, des paroles, des gestes indifférents. Cette orientation de la perception aboutit même assez souvent à l'élaboration d'un mythe, à la supposition d'une hostilité mythique. Cette mythification de l'hostilité ressentie est souvent utilisée, plus ou moins consciemment, par les cadres dirigeants du groupe visé dans des buts réalistes, stratégiques et tactiques. Ils élaborent une idéologie d'intouchabilité, favorablement accueillie par la communauté, le groupe qu'ils guident, car elle légitime ses réactions spontanées, elle en fait pratiquement un groupe tabou .* » A cette logique, n'échappent pas les « musulmans » et il est évident que l'on ne doit pas céder à la tentation d'en faire « un groupe à part », un groupe - ou plutôt des groupes, tant est grande leur diversité - au-dessus de la critique. Mais ce n'est vraiment pas le risque que nous courrons aujourd'hui.

P.-S.

* Paru sur le site du Collectif Les mots sont importants : http://lmsi.net/article.php3?id_article=224

* Alain Gresh est rédacteur en chef du Monde diplomatique.